

France, au XVI^e siècle, les valets des impérialistes, les «nègres blancs d'Amérique»? N'ont-ils pas, tout comme les Noirs américains, été importés pour servir de main-d'œuvre à bon marché dans le Nouveau Monde? Ce qui les différencie: uniquement la couleur de la peau et le continent d'origine. Après trois siècles, leur condition est demeurée la même. Ils constituent toujours un réservoir de main-d'œuvre à bon marché que les détenteurs de capitaux ont toute liberté de faire travailler ou de réduire au chômage, au gré de leurs intérêts financiers, qu'ils ont toute liberté de mal payer, de maltraiter et de fouler aux pieds, qu'ils ont toute liberté, selon la loi, de faire matraquer par la police et emprisonner par les juges «dans l'intérêt public», quand leurs profits semblent en danger.

1. C'était vrai en 1960, ce ne l'est plus aujourd'hui. (N. d. A.)

Pierre Vallières Nègres blancs d'Amérique

1

Nos ancêtres sont venus ici dans l'espoir de commencer une vie nouvelle. Ils étaient, pour la plupart, soldats ou journaliers. Les soldats sont venus, longtemps après Champlain, pour combattre les Anglais, et ils demeurent en Nouvelle-France parce qu'ils n'avaient pas l'argent nécessaire pour retourner dans la métropole. Pour subsister, ils se firent trafiquants, artisans ou coupeurs des bois. Les autres sont venus comme engagés, surtout sous l'administration Talon, un siècle environ avant la conquête anglaise. C'étaient des ouvriers non spécialisés, qui, dans la France de Colbert, ne trouvaient ni travail ni raison de vivre. Ils faisaient partie du lot de plus en plus considérable de chômeurs et de vagabonds qui remplissaient les villes de la France mercantile. Ces engagés devaient, dans l'esprit de Talon, s'ajouter aux soldats-chômeurs pour servir de main-d'œuvre locale et permanente. Mariés de force, dès leur arrivée en Nouvelle-France, à des orphelines importées de Paris, ces engagés étaient chargés par Talon de jeter les fondements d'une société indépendante. Ils devaient travailler à l'édification d'une industrie autochtone et au développement de l'agriculture et faire le plus d'enfants possible pour accroître rapidement la main-d'œuvre et le marché. Ceux qui refu-

saient d'obéir aux directives de l'Intendant étaient emprisonnés ou renvoyés en France. Plusieurs colons préférèrent se faire coureurs des bois plutôt que d'être contraints d'épouser une femme qu'ils ne connaissaient pas et dont souvent ils ne voulaient pas, parce qu'elle avait mauvais caractère, était laide ou stupide.

Les colons ou les habitants — comme on devait, par la suite, les appeler —, furent ainsi mis au service des ambitieux projets du protégé de Colbert. Mais ces hommes, qui étaient expédiés de France par centaines, n'avaient appris aucun métier dans la métropole. Ils ne possédaient aucune connaissance technique et n'avaient que leurs muscles, leur bonne volonté et leur goût de l'aventure à offrir à Talon. Dans la métropole, ils faisaient partie de cette masse inemployée de travailleurs que le développement des manufactures, la concentration des capitaux dans les villes et la surpopulation avaient chassés des campagnes et réduits au chômage et au vagabondage. Dans les villes de France, ils constituaient cette classe de plus en plus importante et menaçante de parias qui ne pouvaient trouver à survivre qu'en se livrant au brigandage. Le roi avait mis le brigandage et le vagabondage hors-la-loi, mais cette loi ne servait qu'à faire emprisonner et tuer un nombre considérable d'innocents, car l'État, dont les revenus étaient consacrés à financer des guerres incessantes et le faste de la cour, était incapable de fournir du travail au nombre croissant des affamés. Les classes dirigeantes possédaient trois moyens de se débarrasser de cet encombrant fardeau: l'armée, la prison, les colonies. Des dizaines de milliers de ces «indigents» — comme les appelaient les aristocrates — furent donc envoyés sur les champs de bataille d'Europe, d'Amérique, d'Asie et du Moyen-Orient. Des dizaines de milliers d'autres moururent en prison, furent égorgés,

pendus ou décapités. Le reste fut abandonné à son sort ou exporté, comme du bétail, aux colonies, pour y servir de main-d'œuvre ou de chair à canon. Quand les prisons de la métropole étaient surpeuplées et que le peuple s'agitait un peu trop, on exilait souvent les «fortes têtes» aux colonies au lieu de les pendre: c'était plus humain. Périodiquement, on libérait les plus gaillards des prisonniers pour en faire des mercenaires ou des colons. La même politique était appliquée par les classes dirigeantes anglaises, particulièrement vis-à-vis de ces bâtards (*English dixit*) d'Irlandais et d'Écossais. De plus, la France et l'Angleterre se livraient alors sans restrictions au lucratif commerce des esclaves noirs. Les pirates (la pègre de l'époque) faisaient des affaires d'or en secondant les classes dirigeantes d'Europe dans leur œuvre de «civilisation» et d'«évangélisation»!

Talon ne réussit guère à doter la colonie d'une économie indépendante. Non seulement il manquait de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi de capitaux. Les marchands français n'étaient pas du tout intéressés à sacrifier leur monopole pour le développement d'une économie indépendante qui, tôt ou tard, nuirait aux intérêts de la métropole, c'est-à-dire limiterait de plus en plus leur liberté de commerce et leurs profits. Pour ces marchands, la colonisation au sens où l'entendait Talon ne méritait pas d'être encouragée. La Nouvelle-France devait demeurer un comptoir commercial, une source de matières premières et de profits pour la France. La théocratie que tentait d'établir Mgr de Laval, les industries de Talon, l'augmentation rapide du nombre des immigrants, les irritaient. L'argent englouti dans la colonisation et l'évangélisation ne rapportait rien à la France. Et tous ces engagés qui prenaient racine en Nouvelle-France leur apparaissaient comme autant de concurrents et d'ennemis en puissance.

Décidément, ce Talon était devenu leur principal ennemi. Ils exigèrent du roi son retour en France. Ce qui fut fait en 1672.

Aucun intendant n'osa poursuivre l'œuvre de Talon. Les engagés, démunis, déçus, prisonniers de leur pauvreté, se résignèrent à défricher un sol ingrat sur les seigneuries concédées par le roi de France; ils durent se faire chasseurs, pêcheurs, trappeurs et bûcherons pour être en mesure de nourrir leurs nombreux enfants. En 1689, la Nouvelle-France comptait dix mille Canadiens français¹.

Le commerce des fourrures était monopolisé par quelques marchands français: les «Français de France», comme commençaient déjà de les appeler les habitants, qui les haïssaient. Tous les profits s'en allaient dans la métropole. Le peu d'argent (maintes fois dévalué) qui demeurait dans la colonie était concentré dans les mains d'une minorité de spéculateurs. Le peuple vivait dans la plus extrême misère, sous l'œil amusé des Bigot de l'administration. Parfois, les habitants étaient appelés sous les drapeaux pour la défense des possessions du roi de France en Amérique, tandis que leurs femmes défrichaient le sol, s'occupaient des semailles et des récoltes, tout en élevant leur marmaille. Parfois même elles devaient s'armer d'un fusil et affronter, seules ou en groupe, les guérillas iroquoises, pendant qu'au loin leurs maris combattaient les Anglais au nom du roi.

À chaque guerre, arrivaient des renforts de France. Et, après chaque traité, les soldats démobilisés et sans argent venaient grossir le nombre des habitants dont ils épousaient les filles et perpétuaient la rude existence. Quelques officiers seulement avaient l'insigne honneur d'être admis dans la société des nobles.

Bientôt, les seigneuries furent surpeuplées. Laisées à l'abandon par les seigneurs qui s'occupaient davantage

de spéculation et de commerce que d'agriculture, les terres s'appauvrirent et la misère des habitants était devenue insupportable. Un grand nombre d'entre eux abandonnèrent leurs champs en maudissant Dieu de les avoir conduits dans ce pays de forêts, de roches et d'eau où l'homme s'usait en vain à essayer de se construire une vie conforme à ses rêves de liberté, de bonheur et de paix².

Les villes de la colonie, comme celles de la métropole, se gonflèrent de chômeurs et d'affamés. Quelques années avant la conquête anglaise, éclatèrent un peu partout ces «émeutes de la faim» auxquelles Bigot répondit par un édit ordonnant à tous les chômeurs de retourner sur leurs terres. «Débarrassez-vous de votre faim, leur dit Bigot. Nous ne savons qu'en faire. Au lieu de paresser dans les villes et de nous empester de votre pauvreté, allez cultiver la terre, besognez davantage. Il n'y a pas de travail ici pour vous. Mais toutes les terres vous appartiennent. Allez où bon vous semble!» Les habitants ne pouvaient toutefois pas faire des miracles et changer les roches en terre cultivable. De plus, ce n'étaient pas toutes les terres qui leur appartenaient, comme le prétendait Bigot. Les meilleures terres, depuis longtemps, étaient réservées à la poignée de marchands et de nobles qui avaient obtenu le contrôle du commerce du blé³. Les émeutes reprirent de plus belle et même sous l'intendance du saint homme Hocquart, les habitants se firent de plus en plus menaçants.

La dernière guerre franco-anglaise, qui allait donner la Nouvelle-France aux Anglais, permit à la classe dirigeante d'enrôler les émeutiers dans l'armée du roi. Plusieurs habitants moururent au combat et, une fois la guerre finie, le peuple, fatigué, se replia à nouveau dans les seigneuries.

Les marchands anglais prirent la relève des marchands français qui, avant de livrer la colonie aux Anglais, avaient eu le temps d'effectuer quelques fructueuses ventes d'armes. Les conquérants se gagnèrent sans peine la collaboration du clergé et des seigneurs sans fortune qui étaient demeurés dans la colonie malgré la défaite. Ensemble, ils se partagèrent le pouvoir: les Anglais monopolisèrent les affaires économiques et le pouvoir exécutif, le clergé put continuer à contrôler l'éducation et à percevoir la dîme, les seigneurs conservèrent la propriété de leurs terres et obtinrent le droit d'exercer certaines charges administratives. Rien ne changea dans la vie frugale et monotone des habitants. Ils étaient toujours des bêtes de somme, méprisées dans un pays hostile. Mais, Dieu soit loué, le clergé reçut l'ordre du Ciel de faire de cette collectivité résignée et muette une nation dévouée à l'Église. Enfin, cette vie d'esclavage prendrait un sens en devenant rédemption. Ce peuple, planté en Amérique par un hasard de l'histoire, se voyait soudain investi d'une vocation «surnaturelle». Sa tâche, dans le monde païen des sauvages et des Anglais, serait de sauver des âmes en supportant patiemment la pauvreté, les travaux pénibles et l'isolement... Le clergé organisa la nation embryonnaire en paroisses, créa des écoles et des collèges, s'arrêta le droit de régler la vie des individus et des groupes et définît l'idéologie qui devait servir à façonner une vision du monde conforme aux intérêts de l'Église. Le haut clergé devint la véritable classe dirigeante, la noblesse se décomposant, chaque jour davantage, dans la fatuité.

La population continua d'augmenter à un rythme très élevé. Les terres, déjà insuffisantes et appauvries, devenaient moins productives et surpeuplées. Les jeunes quittaient la campagne pour tenter leur chance en ville, où le nombre des chômeurs ne cessait d'augmenter. Entre-

temps, le clergé formait dans ses collèges classiques une petite bourgeoisie autochtone composée principalement d'avocats, de notaires, de médecins et de journalistes. Vers la fin du XVIII^e siècle, cette petite bourgeoisie commença à développer une conscience de classe propre et s'opposa, au nom de la nation, à la fois au clergé, à l'aristocratie décadente et aux Anglais. En instituant comme pour le Haut-Canada (l'Ontario) une Assemblée législative pour le Bas-Canada (le Québec), l'Angleterre donna à cette petite bourgeoisie une tribune dont elle profita amplement pour identifier ses intérêts de classe à ceux du «peuple» tout entier. Après quelques années d'apprentissage, les politiciens canadiens-français, imités par ceux du Haut-Canada, entrèrent en rébellion ouverte contre les maîtres de l'économie, les Anglais, et contre leurs alliés, le haut clergé et les seigneurs. Les habitants, dépossédés de tout, furent hypnotisés par la fougue des Patriotes et, malgré l'opposition du haut clergé, manifestèrent de plus en plus violemment leur volonté de renverser les classes dirigeantes. Papineau, plus que tout autre, enflamma l'imagination des habitants et devint presque un dieu pour eux. Néanmoins, certains habitants, sceptiques ou découragés, commençaient déjà à prendre le chemin de l'exil, en quête d'une terre plus hospitalière. En 1820, commença l'exode de nombreuses familles canadiennes-françaises vers les États-Unis. Cet exode devait durer un siècle.

La chrétienté canadienne-française se transforma soudain en une vaste insurrection, qui fit trembler l'Église tout autant que les vainqueurs de 1760. La population canadienne-française du Bas-Canada avait atteint cinq cent mille habitants et connaissait un taux d'accroissement démographique extrêmement élevé. Depuis plusieurs mois, l'agitation ne cessait de se répandre à travers le pays⁴. En 1837 et 1838, le peuple se souleva sans

en demander au chef la permission. Le chef, Papineau, s'enfuit aux États-Unis avec ses principaux collaborateurs. Les habitants durent affronter seuls et pratiquement sans armes les soldats anglais. Après avoir opposé à la farouche contre-offensive anglaise une résistance héroïque et désespérée, ils furent écrasés et massacrés.

Les Patriotes, les petits-bourgeois dirigés par Papineau, n'avaient pas voulu la révolution populaire. Ils avaient cherché uniquement, en mobilisant le peuple, à faire pression sur les Anglais en vue d'obtenir par eux, pour leur classe — et non pour les habitants —, un nouveau partage des pouvoirs qui leur aurait procuré certains revenus additionnels et permis de participer dans une plus large mesure aux avantages économiques du système. Ainsi, ils réclamaient le contrôle du commerce du blé et des biens de consommation domestique dans le Bas-Canada. Ils voulaient participer aux activités financières jusque-là réservées aux Anglais et reprendre à ces derniers des droits qu'ils affirmaient leur être dus depuis longtemps. Mais ils ne voulaient ni bouleverser le système ni chasser les Anglais. Ils ne réclamaient rien de plus qu'un réajustement des privilèges entre eux et les Anglais. Ils voulaient être reconnus comme classe dirigeante par les vainqueurs de 1760 et devenir des partenaires égaux, au sein des mêmes institutions politiques, du même système économique, de la même organisation sociale. Le mécontentement des habitants n'avait été exploité que comme moyen de pression. Le peuple, mystifié par l'éloquence de Papineau et exaspéré par ses difficultés économiques, s'était laissé avoir.

La révolution populaire prit les Patriotes par surprise. Elle dérangerait leurs plans. Car les Anglais étaient maintenant justifiés, d'un point de vue capitaliste, de ne faire aucune concession aux Canadiens français. Pire, les Anglais

avaient toujours l'appui du clergé qui, partout, se mettait à prêcher l'obéissance à l'autorité établie et la soumission au «juste châtement» qu'avaient attiré sur le peuple le rationalisme, l'athéisme et l'esprit de révolte des Patriotes!

Les défaites de 1837-1838, la défection de Papineau, les multiples excommunications du haut clergé portèrent un dur coup aux espoirs des habitants, qui se réfugièrent, comme leurs ancêtres, dans l'amertume et la résignation à la volonté de Dieu. L'exode des Canadiens français vers les États-Unis s'amplifia.

Pour la petite bourgeoisie, une fois passée l'hystérie anglo-saxonne qui suivit la rébellion, la défaite se mua rapidement en un nouveau compromis. Le soulèvement populaire avait effrayé les plus conscients des Anglais. Ils jugèrent que le temps était venu d'intégrer la petite bourgeoisie dans leur système de collaboration de classes et de donner satisfaction à certaines des revendications des Patriotes. Lafontaine et Baldwin furent les instruments de ce compromis. La petite bourgeoisie canadienne-française renonça à Voltaire comme les chrétiens renoncèrent à Satan, «à ses œuvres et à ses pompes», et se réconcilia avec le haut clergé. Même Papineau fit amende honorable, avant d'être réhabilité officiellement et de devenir seigneur de Montebello (belle carrière de révolutionnaire!). L'Angleterre accorda au Québec et à l'Ontario «le gouvernement responsable» et les petits-bourgeois canadiens-français, à quelques exceptions près, furent tout heureux, quelques années après la rébellion, d'être invités paternellement par Londres à jouer aux hommes d'État et à se faire anglais. Mais les affaires demeurèrent sous le contrôle exclusif des Britanniques.

Depuis 1760, les Britanniques et leurs agents canadiens-anglais monopolisaient le commerce des fourrures et celui du blé et étaient les seuls bénéficiaires de la

vente des produits anglais sur le marché canadien (Ontario et Québec) en même temps que de l'exportation vers l'Angleterre, via les ports du Québec, des matières premières canadiennes (fourrures, bois, blé). Ces capitalistes, soucieux de préserver la paix sociale reconquise, commencèrent à acheter les services de quelques avocats québécois et à les coopter à des postes prestigieux dans leurs compagnies et dans les partis politiques dont, depuis le début, ils contrôlaient la machine. C'est ainsi qu'après le départ de Lafontaine, Georges-Étienne Cartier devint une figure dominante, à la fois comme avocat du Grand Tronc, la plus puissante institution financière du pays (contrôlée par des intérêts britanniques), et comme leader national du Parti tory. Le Grand Tronc l'utilisa comme propagandiste en chef du projet confédératif qui devait, en 1867, recevoir l'approbation de Londres⁵.

Les petits-bourgeois avaient réussi à s'en tirer, mais la classe ouvrière du Québec ne s'en portait pas mieux. Le clergé commençait à s'inquiéter de l'exode des Canadiens français vers les États-Unis. La petite bourgeoisie, qui contrôlait souvent le commerce dans les campagnes, s'énervait, elle aussi. Si les campagnes continuaient à se dépeupler, à se vider de leurs éléments les plus jeunes et les plus dynamiques, le clergé et la petite bourgeoisie ne perdraient-ils pas la base de leur pouvoir et de leurs profits? Montréal était alors une ville plus anglaise que française et le milieu rural représentait, aux yeux de l'élite canadienne-française, la vraie nation, le vrai peuple. Mais si le peuple refusait de vivre dans ce milieu rural, la nation (c'est-à-dire la petite bourgeoisie et le clergé) ne disparaîtrait-elle pas, à plus ou moins brève échéance? Que deviendraient l'Église et la petite industrie familiale?

C'est alors que l'instinct de conservation inspira au clergé et à la petite bourgeoisie l'idéologie du retour à la

terre et de la colonisation des vastes régions inexploitées du Québec. Cette trouvaille inattendue fut accueillie favorablement par les Anglo-Canadiens et la bourgeoisie canadienne-française des villes qui y virent le moyen le plus pratique et le plus économique de régler le problème du chômage urbain provoqué par l'exode rural. Les milieux d'affaires et le gouvernement s'empressèrent de financer les projets de colonisation et toute une littérature commença à circuler, invitant les Canadiens français à se souvenir de leur passé «glorieux», falsifiant délibérément l'histoire afin d'idéaliser la vie des habitants sous le régime français, faisant des synonymes des mots *rural*, *caholique* et *français* et prêchant la croisade du retour à la terre comme l'unique solution aux graves problèmes sociaux de la nation canadienne-française.

Des milliers de chômeurs furent expédiés avec leurs familles au Saguenay—Lac-Saint-Jean, dans les Laurentides, dans la Haute-Mauricie, dans certains coins reculés des Cantons de l'Est, dans la région de Portneuf, vers l'intérieur de la péninsule gaspésienne. Plus tard, la colonisation devait gagner l'Abitibi et le nord de l'Ontario. On donna aux colons des lots à défricher sans se préoccuper de savoir si ces lots étaient réellement cultivables. Certains colons eurent la chance de se voir accorder des terres d'excellente qualité. Mais la majorité de ces «pionniers» furent les victimes innocentes de l'entreprise la plus stupide, la plus antisociale et la plus inhumaine qui se puisse concevoir. Seuls un clergé et une petite bourgeoisie aussi arriérés que les nôtres pouvaient imaginer et appliquer pareille «réforme». Pendant des dizaines et des dizaines d'années, des centaines de milliers de Québécois, laissés à eux-mêmes, allaient s'user comme des forçats pour tenter de transformer en fermes productives et rentables des terres de roches. Le miracle ne s'opéra

jamais. Et de la colonisation résulta une misère plus grande encore que toutes celles que les travailleurs canadiens-français avaient connues jusque-là. Mais, à entendre les curés prêcher, l'on pouvait se consoler à la divine pensée que tant de souffrances ne pouvaient faire autrement que de nous mériter le Ciel. N'étions-nous pas sur la terre pour expier nos péchés et gagner une place au paradis? Cette philosophie absurde fut, à nouveau, présentée au peuple comme étant l'essence du plus parfait bonheur. L'histoire des peuples offre-t-elle d'autres exemples de masochisme collectif aussi tenace que la religion catholique québécoise?

Pendant que les Canadiens français se rongeaient les ongles en expiant des péchés dont ils ne connaissaient pas la nature exacte, les hommes d'affaires de Montréal et de Toronto, conseillés et soutenus par ceux de Londres, organisaient l'infrastructure de leur enrichissement. Les compromis que Lafontaine et Cartier avaient conclus avec les millionnaires anglais avaient laissé les habitants totalement indifférents. Depuis les insurrections de 1837-1838, ils n'avaient plus que du mépris pour les politiciens professionnels. Les politiciens n'osèrent pas troubler l'indifférence des masses en soumettant le projet confédératif au verdict populaire. La Confédération fut instituée comme on vote une loi en Chambre, au mépris de l'opinion publique.

La Confédération de 1867 institutionnalisa la domination des milieux d'affaires sur l'ensemble de la vie économique, politique et sociale canadienne *from coast to coast*. Nous connaissons aujourd'hui les véritables motifs qui guidèrent les Pères de la Confédération et les dessous économiques des discours sentimentaux sur l'unité des deux «races fondatrices» du Canada. La Confédération canadienne n'a été rien de plus qu'une vaste transaction

financière opérée par la bourgeoisie sur le dos des travailleurs du pays, et plus particulièrement des travailleurs du Québec. En effet, à l'époque de la Confédération, les compagnies de chemins de fer, qui avaient investi des capitaux considérables et qui avaient beaucoup de difficultés à contrer la concurrence des réseaux américains (en particulier celui de la Western Union), se trouvaient au bord de la faillite. Les hommes d'affaires de Montréal craignaient de perdre le monopole du commerce anglo-canadien dont une grande partie commençait à passer par New York plutôt que par Montréal. Comme les chemins de fer étaient considérés à l'époque comme les principaux agents économiques du progrès, les hommes d'affaires de Montréal en conclurent qu'il fallait investir le plus de capitaux possible dans la construction d'un chemin de fer qui relierait l'Atlantique au Pacifique, Toronto à New York et Québec, via Montréal, et l'Ouest à la métropole commerciale du Canada, Montréal. Pour limiter les risques de l'entreprise privée, on jugea qu'il fallait prendre cet argent dans les coffres de l'Etat, c'est-à-dire dans les poches des contribuables, du plus grand nombre possible de citoyens. Comme les chefs du gouvernement canadien, en particulier Cartier et Galt, étaient en même temps administrateurs du Grand Tronc, la plus importante des compagnies de chemins de fer, l'opération fut relativement facile à réaliser sur le plan juridique. Les Maritimes (à l'exception de Terre-Neuve), le Québec et l'Ontario furent inondés de discours romantiques sur l'unité canadienne et sur la prospérité que cette unité ne manquerait pas d'apporter aux habitants privilégiés de cet immense pays.

Une fois la Confédération votée en Chambre et sanctionnée à Londres, au mépris de l'opinion populaire, le Québec, qui trente ans plus tôt avait rêvé de devenir une

république sous l'influence des Patriotes, était *de facto* placé en minorité par les disciples de ces mêmes Patriotes dans la fictive nation canadienne, biculturelle et bilingue. Le Québec s'organisa un gouvernement de broche à foin avec les quelques juridictions abandonnées aux provinces par le fédéral dans les domaines de l'éducation, de la sécurité sociale et des richesses naturelles (très peu exploitées à l'époque). Le fédéral retint le contrôle sur la monnaie, les banques, le commerce, les douanes, l'immigration, la politique extérieure, etc., et pratiqua dès le début une politique centralisatrice au profit des milieux financiers concentrés à Montréal et à Toronto. Les capitaux rassemblés par l'union des provinces furent investis dans les compagnies privées de chemins de fer, qui connurent alors une expansion sans précédent. Aussitôt née, la Confédération s'acheminait vers sa première banqueroute, sa première crise économique, dont les travailleurs devaient, comme toujours, payer la note.

Déjà en 1840, les Anglo-Saxons, qui possèdent un sens aigu de leurs intérêts, avaient profité du climat d'hystérie provoqué par la rébellion canadienne-française pour proclamer provisoirement l'Union des deux Canadas (Ontario et Québec) et fusionner les dettes des deux provinces, faisant ainsi payer par le Québec (plus peuplé et sans dettes, les classes dirigeantes n'ayant rien investi pour le développement d'une infrastructure) le déficit considérable occasionné par la construction de nombreux et coûteux canaux dans l'Ontario des Loyalistes⁶. En 1867, la Confédération réalisait une fusion semblable, sous des apparences plus attrayantes. Le Québec et les Maritimes furent asservis aux intérêts économiques de la bourgeoisie anglo-saxonne de Montréal et surtout de l'Ontario. Une fois cette conquête terminée, les Pères de la Confédération entreprirent d'annexer l'Ouest. Le chemin de fer, accom-

pagné de l'armée, fit la conquête de chacune des provinces de l'Ouest et écrasa dans le sang les moindres manifestations de résistance des populations locales, en particulier des Métis (peuple formé du croisement d'Indiens et de Canadiens français originaires du Québec). L'écrasement des Métis eut pour résultat de faire l'unité de toutes les classes du Québec contre la Confédération, le pouvoir central et le Canada anglais, quelques années seulement après l'union des provinces. Les Québécois se tournèrent vers leur État à eux, l'État du Québec, et tentèrent de tirer le meilleur parti possible de leur annexion forcée au reste du Canada. Le fédéral, de son côté, leur accorda des subventions pour éviter une recrudescence du nationalisme. Les premiers ministres du Québec, surtout Honoré Mercier, cultivèrent ce nationalisme et en firent un instrument de chantage qui agaça toujours profondément le fédéral. Daniel Johnson, comme Lesage, comme Duplessis, ne font que répéter Mercier.

Le nationalisme canadien-français ne faisait pas nécessairement vivre son homme. La petite bourgeoisie, certes, en profita largement (tout en faisant des combines avec les Canadiens anglais et les Américains dans le dos du peuple). Mais la condition des travailleurs ne s'améliorait guère, même si Honoré Mercier faisait tout son possible pour leur faire croire en la grandeur de leur mission française et catholique en Amérique du Nord. On estime à au moins sept cent mille le nombre des travailleurs canadiens-français qui durent s'exiler de 1820 à la fin de la Première Guerre mondiale. Car le peuple accepte difficilement de crever de faim... même par patriotisme! Aujourd'hui, on trouve les descendants de ces habitants en Louisiane, en Nouvelle-Angleterre, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Manitoba et jusqu'en Colombie-Britannique. (Même à l'heure de la «révolution tran-

quille» et de l'Expo 67, des travailleurs québécois abandonnent la patrie pour aller bûcher les pins de la Colombie-Britannique ou s'enterrer vivants dans les mines du nord de l'Ontario et du Manitoba: indice certain que, depuis Honoré Mercier, les nationalistes petits-bourgeois de l'État du Québec n'ont pas encore trouvé de solutions aux angoissants problèmes de la classe ouvrière canadienne-française. Les travailleurs du Québec sont écoeurés des discours, des drapeaux, des hymnes et des défilés. Ils veulent des industries à eux, le contrôle de la vente et de la consommation de leurs produits, le pouvoir politique et la sécurité économique, le privilège d'étudier et de participer aux découvertes de la science, etc. Ils ne veulent plus demeurer assis comme des quêtés, de chaque côté de la rue Sherbrooke, chaque 24 juin, pour contempler, avec une joie de circonstance, les chars allégoriques d'une fierté nationale factice, achetée à crédit chez Household ou Niagara Finance. Le peuple va se lever debout, défilera lui-même dans les rues et faire de ce pays autre chose qu'une mascarade médiévale dirigée par des épiciers dont l'horizon dépasse à peine les frontières de leur paroisse...)

Si la Confédération n'apporta aucun changement immédiat à la vie traditionnelle des Québécois, ruraux, catholiques et français, elle créa toutefois les conditions économiques et politiques de l'invasion du Québec et du reste du Canada par les entrepreneurs et les financiers américains. La vraie conquête se préparait dans les bureaux vernis des conseils d'administration de New York, en contact permanent avec Londres, au service desquels toute une armée de valets à Toronto, à Montréal, à Québec et à Halifax travaillaient fébrilement à acheter les politiciens et les hommes d'affaires locaux à coups de millions et à endormir les masses avec la complicité des évêques et des journalistes. Déjà, les impérialistes britan-

niques contrôlaient un large secteur de l'économie canadienne. Mais les États-Unis entamaient, chaque année, une part toujours plus grande de leurs pouvoirs et privilèges. Ce transfert progressif aux Américains de l'hégémonie financière, industrielle, commerciale et politique ne pouvait s'effectuer sans crises ni sans libérer (du moins provisoirement) des énergies nouvelles, indépendantes, qui avaient l'illusion de pouvoir concurrencer l'impérialisme. C'est pourquoi, pour éviter des heurts inutiles (entre capitalistes) et dangereux politiquement — car ils pouvaient favoriser l'émergence de révoltes populaires —, les *businessmen* anglo-américains se livraient à un gigantesque marchandage souterrain dont le peuple, et parfois même la majorité des politiciens, ignorant la réalité économique, n'avaient pas du tout conscience.

Laissant les impérialistes envahir silencieusement la patrie, Honoré Mercier, par exemple, transforma la colonisation en une politique de salut national et, aidé par le clergé, il fit du retour à la terre une véritable épopée mystique. Ce nationalisme absurde fut qualifié de «miracle chrétien» et la misère fut arrosée d'eau bénite. On décora les mansardes de rameaux, de Sacrés-Cœurs efféminés et de Vierges exsangues. «Bienheureux les pauvres, car le royaume de Dieu leur appartient.» La religion de l'abrutissement, du cercle vicieux, du sacrifice permanent et de la résignation au malheur devint «l'imitation de Jésus-Christ». Mais les forces de la vie ne se laissèrent pas si facilement contredire par les exigences du rachat des péchés et du salut des âmes du purgatoire.

Même dans cette société vouée, malgré elle, aux intérêts de la sainte Église de Dieu et de ses pauvres serviteurs, cardinaux, évêques et chanoines, les hommes demeureraient des hommes, les besoins essentiels demeureraient des besoins essentiels, et l'argent demeurait une

nécessité vitale; car les boulangeries, les ferronneries, les épiceries, les lingerie, les médecins, les avocats, les notaires, les marchands de grains, de poules et de bestiaux n'engraissent pas leurs comptes en banque avec des indulgences. Même les curés aimaient bien percevoir la dîme... en espèces sonnantes! Car il en fallait beaucoup pour construire cathédrales et presbytères, ces pauvres maisons de Dieu, en marbre d'Italie! Il fallait donc se procurer toujours plus d'argent, en travaillant, si possible. Ou encore en volant les autres. Ou finalement en se livrant, de désespoir, aux avarés de chaque village, de chaque comté, qui ne demandaient pas mieux que de vous sortir du trou pour mieux vous égorger.

Ainsi, sous le regard amusé de Dieu, une nouvelle catégorie sociale gagna chaque jour en importance: les prêteurs d'argent. Ces chrétiens réalistes (qui auraient fait d'excellents calvinistes) mirent en circulation l'argent qui devait permettre à la petite bourgeoisie (professionnels, marchands et clercs) de prospérer, en cette fin de XIX^e siècle qui marqua l'apogée de notre misère collective, de nos vertus d'esclaves baptisés, de notre impuissance sublimée par le catholicisme. La petite bourgeoisie canadienne-française (sans doute moins chrétienne que nous, pauvres bienheureux) profita largement de notre docilité, d'abord en développant le commerce des biens de consommation courante, surtout dans les campagnes, puis plus tard, en créant ces milliers de petites manufactures familiales si justement célèbres pour les bas salaires qu'on y a toujours payés et qu'on y paye encore... au nom du patriotisme.

Vers la fin du XIX^e siècle, les capitalistes anglais, américains et canadiens prirent conscience de tous les avantages et profits qu'ils pourraient tirer de la chrétienté québécoise.

Déjà, pour construire leurs chemins de fer, ils avaient commencé d'acheter plusieurs seigneuries et d'en chasser les fermiers. Peu de temps après, ils réclamèrent l'abolition du régime seigneurial qui limitait leur liberté de tracer des routes, de s'adonner à la spéculation foncière et d'exploiter, en vue de l'exportation, les riches forêts du Québec. (On sait qu'à cette époque les forêts anglaises avaient été dévastées et que la demande britannique en bois ne cessait d'augmenter.) Ils obtinrent aussitôt satisfaction, malgré l'opposition de certains seigneurs canadiens-français, dont le «révolutionnaire» Louis-Joseph Papi-neau, alors seigneur de Montebello!

Les *businessmen*, voyant l'abondance du *cheap labor* en chômage dans les villes, dans les banlieues et jusque dans les colonies les plus éloignées, se dirent qu'il fallait profiter de tous ces bras qui ne demandaient qu'à travailler pour exploiter à bon compte les immenses ressources forestières, hydrauliques et minières du Québec, et, en même temps, y développer certaines industries fondées sur l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché, comme l'industrie textile, très florissante à l'époque. De cette façon pourrait être créée et développée, aux taux les plus bas et avec le maximum de rentabilité, une économie québécoise complémentaire des économies dominantes de la fin du XIX^e siècle, celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Après avoir acheté les meilleures terres, ces capitalistes obtinrent du gouvernement provincial de larges «concessions» forestières et minières. Et cela, presque gratuitement. Les moulins à scie se multiplièrent. Les forêts furent dévastées en un temps record. Des milliers de colons devinrent bûcherons. L'industrie du bois gagna peu à peu toutes les régions du Québec et la grande majorité des cultivateurs commencèrent à vendre leur force de

travail aux compagnies forestières, du moins pendant quelques mois, chaque année. Les Canadiens français, de paysans malgré eux, devinrent un peuple de scieurs de bois et de porteurs d'eau. L'industrie textile commença, à son tour, à se développer, surtout dans les régions de Montréal et des Cantons de l'Est. Toute une armée de travailleurs, d'hommes, de femmes et de jeunes furent transformés en esclaves des machines à filer et à tisser le coton, dans des usines privées de lumière, d'air et de sécurité. Les salaires étaient bas, les accidents fréquents, les maladies nombreuses et parfois mortelles. (Ces conditions n'ont pas changé.) Enfin, au début du xx^e siècle, on se mit à exploiter l'amiante dans les Cantons de l'Est; l'or, le cuivre et le zinc en Abitibi; les ressources hydrauliques de la Mauricie, pour la fabrication du papier journal, et celles du Saguenay—Lac-St-Jean, pour la fabrication des lingots d'aluminium.

La prolétarisation des Canadiens français ruraux, catholiques et français et l'urbanisation du Québec médianal devinrent irréversibles. Le retour à la ville n'eut pas besoin de propagandistes, il s'accomplit de lui-même, comme tout phénomène naturel.

Tout en s'obstinant à prêcher le retour à la terre, l'achat chez nous et l'appel de la race, le clergé et la petite bourgeoisie profitaient de l'industrialisation du Québec, particulièrement dans la région de Montréal où vinrent s'installer bon nombre d'industries, à proximité des institutions financières et commerciales, des voies de communication et des quartiers généraux des maîtres (en majorité étrangers) de l'économie. Les petits-bourgeois firent la cour aux *businessmen* anglo-saxons et, à la périphérie des fiefs réservés aux gros bonnets de l'impérialisme, se mirent à établir des centaines de petites industries familiales pour la fabrication de produits de consommation domesti-

que: meubles, vêtements, chaussures, chandelles, aliments et boissons. (Plus tard, vers 1920, ils s'assureraient des revenus supplémentaires en prenant le contrôle des coopératives d'alimentation, de produits laitiers, de prêts, et surtout des Caisses populaires.) Quelques Canadiens français, vers la fin du xix^e siècle et le début du xx^e, se lancèrent dans la grande industrie: chemins de fer (Sénécal), bois (Dubuc), textile (Hudon), commerce de gros (Paquet). Mais leur ascension fut aussi éphémère que rapide. Ils furent incapables de résister à la formidable offensive financière américaine qui prit son élan au début du xx^e siècle et qui ne s'est pas encore arrêtée.

En fait, plusieurs Américains avaient déjà entrepris la conquête économique du Québec dès le milieu du xix^e siècle, sans trop savoir encore s'ils devaient s'appuyer sur l'impérialisme britannique encore très puissant ou sur le nouvel impérialisme américain, beaucoup plus dynamique. Ces chevaliers d'industrie, ces aventuriers du dollar, n'avaient ni patrie ni intérêt national. Ils n'avaient que des intérêts de classe et des soucis de fortune. Le capital était à la fois leur religion, leur politique et leur raison de vivre. Leur langue était celle des affaires. Leur empire était le marché mondial des capitaux et des biens produits par cette masse de *cheap labor* anonyme pour laquelle ils n'avaient que mépris. Ils fabriquaient, au jour le jour, la Loi, la Justice, la Démocratie, les Droits de l'Homme, en fonction de l'accroissement illimité de leurs investissements et de leurs profits. Leur grande ambition était de prendre possession du monde au nom du Dollar, que Dieu donna aux *businessmen* pour L'adorer, L'aimer et Le servir, en compagnie du pape de Rome et de l'archevêque de Cantorbéry dans les basiliques, les abbayes et les cathédrales — recouvertes d'or — de l'Église du pauvre petit Jésus.

Ces chrétiens d'Américains, qui invoquaient sans cesse le nom de Dieu dans leurs apologies du capitalisme, se lièrent aussi rapidement au haut clergé du Québec et aux chefs du gouvernement québécois qu'aux milieux financiers de Montréal. Les communautés religieuses furent invitées à se joindre à eux pour investir dans les banques, le commerce et l'industrie. (C'est à partir de cette époque-là que le clergé montréalais réclama de Rome un cardinal qui puisse être en mesure de promouvoir les intérêts de l'Église en négociant, avec le prestige et les pouvoirs financiers attachés à son rang, les plus avantageuses transactions possibles. Évidemment tout cela, pour la propagation de la foi: en Chine, au Congo et au Pérou. On ne peut pas dire, toutefois, que la bureaucratie vaticane s'empessa de donner satisfaction aux bourgeois tonsurés de la métropole canadienne!)

Les Américains, originaires des États de New York, de Pennsylvanie et de la Nouvelle-Angleterre, pratiquement, dès leur arrivée au Canada, la double allégeance aux intérêts du capitalisme anglais et à ceux du capitalisme américain, attendant de voir quel pays, finalement, éliminerait l'autre dans la concurrence effrénée qu'ils se livraient, tout en multipliant les accords, les ententes et les traités sur des questions d'intérêts communs. Ces grands entrepreneurs — qui étaient souvent des hommes de génie dans leur spécialité — donnèrent une vigoureuse impulsion à l'exploitation des ressources naturelles du Québec, prirent le contrôle des secteurs les plus rentables de l'industrie naissante canadienne-française et eurent tôt fait d'acheter le dévouement à leurs intérêts de presque tous les premiers ministres du Québec qui succédèrent au nationaliste Honoré Mercier et de la plupart des premiers ministres du Canada, à commencer par le Canadien français Sir Wilfrid Laurier.

À la fin du XIX^e siècle, ils eurent la conviction que l'Angleterre ne cesserait de perdre du terrain et que les États-Unis, dans quelques années, seraient les maîtres du monde: ce que l'évolution de l'impérialisme au XX^e siècle allait confirmer.

Les Américains ne rencontraient aucune opposition au sein du gouvernement québécois, quel que fût le parti au pouvoir. Presque tous les premiers ministres qui se succédaient à Québec étaient invités à faire partie du conseil d'administration de l'une ou l'autre de leurs entreprises. La machine électorale des deux partis traditionnels était également bien pourvue et les milieux d'affaires s'entendaient aussi bien avec les rouges qu'avec les bleus.

Au fédéral, les Américains prirent rapidement le contrôle du Parti libéral, tandis que les *British* liés sentimentalement à la Couronne anglaise et gérants des intérêts britanniques au Canada tenaient bien en main le Parti conservateur. Les luttes entre les deux partis ne faisaient que refléter le prolongement au pays de la concurrence des impérialismes anglais et américain pour le contrôle du marché mondial. Mais tandis que la Grande-Bretagne s'aliénait de plus en plus l'opinion par sa politique ostensiblement impérialiste et raciste, ses guerres coloniales (comme celle des Boers), son attachement ridicule aux dépouilles dorées d'une monarchie bigote et conservatrice, son mépris des Canadiens français et des peuples de couleur, son légalisme hypocrite et intraitable, etc., les États-Unis, également racistes, impérialistes et hypocrites — mais plus intelligents et rusés —, faisaient sans bruit la conquête économique et j'oserais dire spirituelle du Canada, particulièrement du Québec et de l'Ontario.

La petite bourgeoisie canadienne-française, en particulier l'élite pensante, ignorante de la réalité économique

et sociale, de son origine, de son développement historique et du sens de son évolution, percevant le monde à travers les idées fixes d'un système immuable, comme au Moyen Âge, parlait au peuple un langage qui ne correspondait pas du tout à la réalité vécue quotidiennement par les travailleurs. Henri Bourassa et ses disciples parlaient encore de retour à la terre et d'indépendance canadienne vis-à-vis de la Grande-Bretagne, alors que l'urbanisation du Québec était un phénomène irréversible et que les Américains prenaient le contrôle de l'activité économique et même de la politique québécoise. La tutelle exercée juridiquement par Londres sur le Canada n'était plus que symbolique. Le Dominion du Canada, déjà vacillant, se muait en colonie économique de l'Amérique yankee. Et au sein de cette vaste colonie, le Québec n'était plus que l'appendice pauvre d'une économie étrangère.

Les discours d'Henri Bourassa n'étaient utiles qu'aux petits-bourgeois mesquins pour qui l'attachement aux valeurs du passé signifiait l'asservissement du peuple à leurs intérêts économiques de villageois.

La petite bourgeoisie canadienne-française doit à son idéologie de clocher de n'avoir pas été complètement balaayée par l'offensive économique des Américains, au *xx^e* siècle. Soutenue par l'un des clergés les plus puissants au monde, cette classe de professionnels, de petits industriels, de petits commerçants et de petits financiers réussit à préserver et même à renforcer son rôle d'intermédiaire entre le peuple, d'une part, et les détenteurs étrangers du pouvoir économique, et la bourgeoisie canadienne-anglaise qui contrôle la politique fédérale, d'autre part. L'État provincial fut (et demeure) son instrument privilégié de domination et de trahison, un instrument de perpétuel marchandage et de vente aux enchères des richesses collectives, une entreprise de mystification des masses et d'abâtardis-

sement de toute la vie politique québécoise. L'État du Québec n'est, depuis cent ans, rien de plus que la forme juridique de la dictature des couches les plus réactionnaires de la petite bourgeoisie canadienne-française et de leurs bailleurs de fonds de la rue Saint-Jacques sur l'immense majorité de la population québécoise, dont l'unique activité politique que leur permet d'exercer le système est ce fameux droit de vote, qui est l'absurde liberté de choisir, entre deux, trois, cinq ou huit voleurs, celui à qui l'on veut accorder le privilège d'exploiter la masse!

La révolution industrielle du début du siècle changea radicalement le mode de vie des Québécois ou plutôt urbanisa et modernisa leur esclavage trois fois centenaire. La population se concentra dans les villes qui, à l'exception de Montréal, n'étaient et ne sont encore que de gros villages sous-industrialisés, pauvres et sans avenir. Montréal devint rapidement le centre d'attraction des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Plusieurs y trouvèrent un emploi et un peu de sécurité, mais Montréal ne pouvait à elle seule absorber tous les chômeurs et les pauvres du Québec. Déjà en 1920, la proportion des chômeurs à Montréal ne cessait d'augmenter. Et quand la crise de 1929 éclata, les chômeurs et les pauvres de la grande ville connurent une misère plus terrible encore que ceux des campagnes.

L'agitation sociale s'amplifia avec la dépression des années trente. Le syndicalisme fit d'énormes progrès et le socialisme commença à recruter des sympathisants et des propagandistes à Montréal. Les grèves et les manifestations de mécontentement se multiplièrent. En 1937, des émeutes éclatèrent à Sorel, et il y eut des morts et des blessés. Le port de Montréal se transforma plus d'une fois en champ de bataille et les ouvriers du textile se soulevèrent contre leurs exploiters. Enfin, quand la

deuxième crise de la conscription éclata, pendant la guerre, des insurrections se produisirent un peu partout et le Québec connut un début de révolution populaire⁷. Déjà, durant la Première Guerre mondiale, la conscription avait provoqué des émeutes violentes et, pendant trois mois, chaque soir, les rues de Montréal avaient été envahies par des milliers de travailleurs en colère, qui réclamaient le renversement du système et qui cherchaient à se procurer des armes⁸. Mais ces soulèvements spontanés de travailleurs ne donnèrent naissance à aucune organisation politique, populaire et révolutionnaire. D'une part, les *leaders* ouvriers étaient, pour la plupart, dominés, sinon terrorisés, par le clergé qui bloquait systématiquement tout effort d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. D'autre part, les chefs anticonscriptionnistes des années quarante étaient des petits-bourgeois sans influence réelle sur les travailleurs. C'étaient des disciples de Bourassa et du chanoine Groulx, des intellectuels souvent sympathiques à Mussolini et à Hitler, antisémites et racistes. Ils furent incapables de mobiliser le mécontentement populaire autour d'un programme concret de réformes sociales et ne firent, en somme, que préparer la voie à Maurice Duplessis par leur nationalisme exacerbé⁹.

Après la guerre, l'apathie, le repliement sur soi et l'indifférence succédèrent, une fois de plus, aux espoirs déçus qu'avaient fait naître les syndicalistes, les communistes et les anticonscriptionnistes. Duplessis entreprit son règne sans opposition. Il en profita pour céder les riches gisements de fer du Nord-Québec aux Américains et doter son parti, avec leur aide financière, de la plus formidable machine électorale que le Québec et le Canada aient jamais connue.

Le mouvement coopératif et le syndicalisme, contrôlés par l'Église (à peu d'exceptions près) et par la petite

bourgeoise traditionnelle, furent mis au service de l'achat chez nous, de l'épargne canadienne-française monopolisée par les Caisses populaires Desjardins et de la préservation de la foi, de la langue et de la religion. Certains chefs syndicaux prêchèrent même le retour à la terre et la suppression de toute politique d'immigration, car les immigrants, à leurs yeux, n'étaient que des voleurs d'emplois et de terres. Les aumôniers régnaient en despotes dans les syndicats et les coopératives, comme les curés dans les paroisses et les évêques dans les diocèses. Car l'Église, tout en luttant contre l'exode rural depuis le début du siècle, avait eu la sagesse de ne pas laisser sans prêtres ces milliers de travailleurs qui, dans les villes, seraient exposés aux vices, aux idées pernicieuses et au communisme. Les laïcs qui osaient dire aux prêtres de s'occuper davantage de Dieu, et un peu moins de politique et de syndicalisme, étaient automatiquement qualifiés de révoltés et de communistes, calomniés et persécutés. Le Moyen Âge ne serait pas le Moyen Âge sans une Inquisition bien organisée¹⁰. Et Dieu, malgré les efforts des capitalistes américains, ne voulait pas que le Québec perde son caractère médiéval. C'est tout juste si la Sainte Vierge n'apparut pas à quelque enfant, comme au Portugal, pour nous supplier d'obéir aux continuateurs du schizophrène Mgr de Laval, qui au XVII^e siècle avait jeté les fondements de cet univers d'asile d'aliénés. Les *unions* américaines, qui possédaient des succursales au Québec, étaient moins asservies à l'obscurantisme des aumôniers mais l'étaient davantage aux intérêts économiques des États-Unis, ce qui, en fin de compte, était aussi nuisible aux travailleurs du Québec.

En 1949, les grévistes de l'amiante prirent, pendant quelques jours, le contrôle de la ville d'Asbestos, refusèrent d'obéir à leurs chefs, dont Jean Marchand, et même à

leur curé. La police de Duplessis écrasa leur révolte et cette action antiouvrière souleva le peuple contre le monarque de la grande noirceur¹¹. De partout, les grévistes d'Asbestos reçurent sympathie, appui et aide matérielle. Quelques années plus tard, en 1957, les mineurs de Murdochville, en Gaspésie, se soulevèrent à leur tour, et l'opposition antiduplessiste gagna en profondeur et en étendue. Des grèves spontanées éclatèrent en divers coins du Québec et la police politique de Duplessis se fit de plus en plus dure envers les travailleurs. Le syndicalisme se débarrassa de ses aumôniers et de ses prêcheurs d'obéissance aveugle au «cheuf» très catholique qui assistait à la messe et communiait chaque matin. Des intellectuels québécois commencèrent à se préoccuper de sciences sociales et fondèrent des revues de gauche. Des hebdomadaires, comme le journal *Vrai* de Jacques Hébert, révélèrent au peuple le vrai visage du duplessisme. L'affaire Coffin, entre autres, força des dizaines de milliers de Québécois, habitués à la démagogie savante de Duplessis, à se dessiller les yeux et à réapprendre leurs responsabilités. Il ne fut plus permis à quiconque d'accepter l'injustice sans protester.

Le Québec ne se réveilla de son long hiver que très lentement. En 1960, après des années de luttes obscures et pénibles, de grèves perdues, de procès truqués, d'assassinats légaux, de censure et d'inquisition, onze ans après Asbestos, la victoire inattendue des libéraux et l'arrivée au pouvoir du socialiste René Lévesque marquèrent la fin de la grande noirceur et le début de la révolution tranquille. Toutes les institutions du Québec furent remises en question publiquement. Le laïcisme, le séparatisme et le marxisme firent voler en miettes l'apparente unité. L'idéologie monolithique traditionnelle se brisa. Les groupes de pression, les organisations patriotiques,

les partis politiques se séparèrent en factions antagonistes. De nouveaux groupes et partis furent fondés. Les revues et les journaux politiques se multiplièrent. Le goût de lire et de connaître s'empara de la jeunesse et le commerce du livre connut une expansion sans précédent. Un vigoureux appétit de vérité et un féroce besoin de liberté s'emparèrent de la nation. Dieu fit une grimace terrible et les évêques se réunirent d'urgence pour invoquer le Saint-Esprit.

L'évangile de la résignation et l'apologétique de l'esclavage furent déchirés dans un enthousiasme mêlé d'un sourd instinct de vengeance. Et plus d'un fabricant et profiteur de l'idéologie traditionnelle se mit à souffrir d'insomnies et à rêver, tout en sueurs de guerre civile. «Comme en Espagne... Est-ce possible?... Les riches et les prêtres exécutés... Les usines aux ouvriers... Les églises rasées... Les socialistes au pouvoir...» La simple annonce par les libéraux de leur intention de moderniser, c'est-à-dire de mettre à jour l'enseignement dispensé à la jeunesse québécoise sema la panique chez la majorité des vénérables et incontestés patrons de l'éducation traditionnelle, en particulier les évêques, qui réussirent finalement à saboter en douce la réforme de l'enseignement... avec la complicité de Ti-Jean-la-taxe-Lesage qui n'avait défendu cette réforme (à laquelle tenait beaucoup son ministre de l'Éducation) que pour se faire réélire en 1962. Mais le sabotage des évêques fut un demi-échec pour l'Église, qui n'a jamais été aussi discréditée qu'aujourd'hui aux yeux du peuple. Certes, les églises se remplissent encore de fidèles, le dimanche, et la plupart des gens croient en Dieu. Mais les Québécois sont écoeurés de leurs prêtres en pantoufles qui mènent une existence de millionnaires dans leurs presbytères cossus et qui boivent du scotch avec l'argent des pauvres. Quant aux jeunes,

non seulement ils sont antichrétiens, mais la majorité d'entre eux refusent d'aller contempler, le dimanche, des simagrées d'un autre âge auxquelles ils ne comprennent rien et de payer pour ce spectacle, ne fût-ce que vingt-cinq cents. Croient-ils en Dieu, en Jésus-Christ, en Mahomet ou en Bouddha? Je l'ignore. Mais j'ai l'impression qu'ils croient d'abord en eux-mêmes et en l'humanité, et qu'ils ne sont pas prêts, comme leurs parents, à sacrifier leur vie terrestre pour un hypothétique bonheur céleste.

Malgré l'opposition des vieux profiteurs de l'obscurantisme, la révolution tranquille a bouleversé complètement les habitudes de penser des Québécois qui, pour la première fois de leur histoire, furent témoins — grâce, en partie, au développement prodigieux de la télévision, de la radio et de la presse — d'un débat national qui les mit tous en état de s'interroger, de discuter ouvertement de leurs problèmes et de prendre parti. La révolution tranquille libéra des énergies insoupçonnées jusque-là et les libéraux réformistes furent les instruments inconscients d'une agitation sociale sans précédent. Toutes les couches de la société, toutes les classes se situèrent par rapport à leur condition présente et par rapport à leurs intérêts fondamentaux. La petite bourgeoisie exprima avec une vigueur nouvelle son traditionnel nationalisme. Une large faction de cette petite bourgeoisie sécularisa, cependant, ce nationalisme et le transforma en un mouvement résolument séparatiste et laïque. Pour la première fois depuis 1837, la petite bourgeoisie se fixa des objectifs politiques, économiques et sociaux suffisamment précis pour constituer un programme politique complet (un programme pour la classe petite-bourgeoise et non pour la classe ouvrière). Aujourd'hui, il ne fait plus de doute que toute la petite bourgeoisie, des nationalistes traditionnels aux séparatistes, réclame un nouveau partage des pou-

voirs. La Confédération canadienne est à l'article de la mort au moment même où elle commence à célébrer son centenaire en s'efforçant de croire à sa survie, comme un cancéreux à demi inconscient refuse de faire son testament et s'obstine à nier la mort qui le dévore.

À Ottawa, seule une petite minorité de Québécois attendés, inconscients ou arrivistes (je ne sais trop) persistent à croire que Lafontaine, Cartier et Laurier ne furent pas des traîtres et appellent désespérément le miracle constitutionnel qui sauvera la Confédération. Comment ces hommes intelligents peuvent-ils, sans nier l'histoire, croire et affirmer que les Canadiens français ont intérêt à perpétuer un pacte qu'en réalité ils n'ont jamais conclu et qui leur fut imposé de la même façon que le récent traité canado-américain de libre-échange sur les pièces d'automobiles? MM. Marchand, Favreau, Sauvé, Pelletier et Trudeau peuvent-ils nous dire quand le peuple canadien français fut consulté démocratiquement sur ce fameux pacte confédératif pour l'amour duquel ils n'ont pas craint de se compromettre avec l'écurie, fumante de puanteurs et de scandales, des libéraux et avec leur chef impuissant, Lester B. Pearson, ce cher chouchou du président Lyndon B. Johnson, ce premier ministre de gauche mauve pour qui il vaudrait la peine d'instituer un prix Nobel de l'incompétence? Décidément, les grands hommes qui vécutent (*sic*) Asbestos ont dû subir d'étranges traumatismes sous le règne de Duplessis. La grande noirceur refuse de les quitter. Et leur politique fonctionnelle se débat comme quelqu'un qui étouffe d'avoir avalé trop de fumée.

Pendant que les fondateurs de la «Cité libre» sont emprisonnés dans le parlement d'Ottawa et tournent en rond dans leurs bureaux de députés ou de ministres, comme des fous inconscients de leur démente qui ne

cessent, dans leur cerveau fatigué, d'agiter des idées dont les hommes sains d'esprit ne veulent même pas discuter, les travailleurs canadiens-français ont les yeux fixés sur Québec. Toutes les promesses de réformes et de révolutions (révolution scolaire, révolution sociale, révolution par-ci, révolution par-là) que la petite bourgeoisie au pouvoir (le Parti libéral) agita devant le peuple ont suscité de nouveaux besoins et remué en profondeur d'anciennes espérances qui, en se réveillant, ont fait naître un sentiment d'urgence parmi les couches les plus défavorisées de la population. Les non-instruits, que méprise Jean Lesage, veulent recevoir leur part du festin, leur large part. Ne forment-ils pas quatre-vingt-dix pour cent de cette nation à qui l'on vient de promettre une vie nouvelle, libérée de la peur, de l'ignorance et de la servitude?

Les promesses de 1960 sont encore les promesses de 1966, sauf, en partie, dans le domaine de l'enseignement. Des promesses sont même reportées aux calendes grecques. Et avec Danny Boy au pouvoir, certains se demandent si les promesses maintenues par le nouveau régime ne seront pas enterrées demain. M. Daniel Johnson parle beaucoup d'indépendance, depuis sa surprenante élection, mais il parle aussi de briser les grèves, de diminuer les dépenses sociales et d'accorder de nouveaux privilèges aux investisseurs étrangers. Comment M. Johnson peut-il concilier sa politique d'indépendance avec son invitation sans équivoque aux investisseurs américains dont l'activité économique, selon l'expression de l'économiste André Gunder Frank, ne peut que développer le sous-développement, nous appauvrir collectivement et individuellement jusqu'à ce que le Québec ne soit plus qu'un pays en ruine? Évidemment, M. Johnson ne vous répondra pas, car ce n'est pas dans l'intérêt de son parti de le faire. Mais, comme disait mon père: «Nous ne sommes pas des fous.»

Depuis ces dernières années, les taxes n'ont cessé d'augmenter pour financer ces soi-disant réformes que le peuple n'a pas encore été admis à voir, comme si elles étaient des secrets d'État. Où est allé tout cet argent? Dans les poches des ministres, des patronneux, des Filion? Englouti dans Sidbec, l'aciérie mort-née? Gaspillé en bouts de chemins ou en cadeaux à certains commissaires d'écoles? Transféré à ces capitalistes-amis sous forme de prêts industriels? Donné aux Américains en paiement des intérêts sur la dette nationale qui ne cesse d'augmenter? Investi dans les projets du centenaire de la Confédération et de l'Expo des capitalistes?

En 1962, les créditeurs ont donné une première formulation concrète au mécontentement populaire et le parti de Réal Caouette, s'appuyant sur l'ancien ressentiment anticapitaliste des cultivateurs et des ouvriers canadiens-français, balaya le Québec aux élections fédérales. Les créditeurs déçurent les travailleurs par leurs querelles intestines et leurs déclarations incongrues, mais le mécontentement populaire continua de s'amplifier. Deux ans plus tard, des grèves éclatèrent un peu partout. Lesage voulut bâillonner la presse et les conflits se multiplièrent dans les milieux journalistiques. *La Presse*, *Le Soleil*, *L'Action*, *La Tribune* connurent des moments difficiles. La très longue grève des employés de *La Presse*, à forte coloration politique, sensibilisa la population au problème de la liberté d'opinion et du droit à l'information. Le peuple comprit alors que les libéraux, en voulant censurer les journaux, voulaient leur cacher la vérité sur l'initiative de ceux-là mêmes qui avaient déclenché le mouvement de réformes.

Les grèves augmentèrent en nombre et en intensité. Les libéraux se firent briseurs de grèves et matraqueurs professionnels. Leurs discours se résumèrent à des dénon-

ciations irréflechies, inutiles et parfois même hystériques. Le peuple vit en eux ses pires ennemis. Aux élections de juin 1966, l'équipe Lesage subit un vote de non-confiance. L'Union nationale fut reportée au pouvoir malgré elle... et malgré les travailleurs eux-mêmes qui n'avaient pas le choix des moyens. Mais ne vous en faites pas. Si les travailleurs du Québec ont voté contre Lesage pour ne pas revivre la grande noirceur, croyez-vous qu'ils vont s'embarasser longtemps de Johnson et de sa clique de parvenus à la solde des Américains et de la partie la plus rétrograde de la petite bourgeoisie nationaliste? Et vraiment croyez-vous que les travailleurs du Québec vont continuer indéfiniment à jouer aux élections, pour le *fun*, tous les quatre ans... simplement parce que le système leur demande? Des fusils de chasse, ça peut, parfois, servir à autre chose qu'à tuer le chevreuil...

Au moment où ces lignes sont écrites, rien ne laisse prévoir un ralentissement des revendications populaires: la violence éclate de partout. Cultivateurs, ouvriers et étudiants ne cachent pas leur profonde insatisfaction et ne cessent de la manifester sous une forme ou sous une autre. Le gouvernement du Québec éprouve de plus en plus de difficultés à maîtriser la situation. D'autant plus que les coffres de l'État sont vides et que le parti au pouvoir, quel qu'il soit, est placé dans l'impossibilité d'investir des cataplasmes durables pour calmer la tempête qui gronde.

Pendant que la classe ouvrière et agricole (les agriculteurs ne forment, cependant, que six pour cent de la main-d'œuvre totale) est en train de développer, péniblement, une conscience de classe — sans laquelle aucune révolution n'est possible —, les Américains ne cessent d'augmenter leur mainmise sur notre patrimoine national. On estime qu'ils contrôlent aujourd'hui, directement ou

indirectement, quatre-vingt pour cent de l'économie québécoise. Au moyen de prêts à long terme de plus en plus nombreux, ils accaparent, sous forme d'intérêts, une part sans cesse croissante des revenus de l'État québécois et freinent ainsi toute possibilité de développement autonome. Même si Québec récupère d'Ottawa tous les impôts, ces revenus additionnels auront tôt fait de passer aux Américains qui constituent l'obstacle principal à l'indépendance économique du Québec. Quant à l'indépendance de papier, Washington s'en fout. Que lui importe cette fiction, si ses intérêts sont sauvegardés? L'imperialisme n'a que faire des drapeaux: un de plus, un de moins ne dérange en rien son système universel d'exploitation des ressources naturelles et du *cheap labor*. Un gouvernement nationaliste docile est le plus sûr des alliés pour Washington, comme l'Amérique latine en offre maints exemples. Ce que redoutent les Américains, c'est le socialisme, la révolution populaire. Avec Daniel Johnson, comme avec Jean Lesage, ils peuvent dormir tranquilles.

Soixante-dix mille en 1760, les Canadiens français du Québec sont, aujourd'hui, plus de cinq millions sur une population totale d'environ six millions d'habitants. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux appartiennent à la classe ouvrière, et il convient d'ajouter à ce nombre la majorité des immigrants non britanniques: Irlandais, Noirs, Italiens, Grecs, Espagnols, Polonais, etc., qui forment un pourcentage important du prolétariat de Montréal. Quarante pour cent de la population de Montréal, selon une enquête effectuée en 1965 par le Conseil du travail de Montréal, est considérée comme économiquement faible et, en province — où vivent les deux tiers de la population canadienne-française — la proportion des pauvres, des chômeurs, des travailleurs saisonniers et des

assistés sociaux est considérablement plus élevée. Si l'on excepte la région de Montréal où est concentrée toute la richesse du Québec et où sont situés les quartiers généraux des exploiters aussi bien autochtones qu'étrangers, la majorité des régions du Québec sont asservies économiquement à une monoproduction locale contrôlée par l'étranger: l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean, la pulpe et le papier dans la Mauricie, le cuivre en Abitibi, le fer sur la Côte-Nord, etc. Il suffit que la demande mondiale (ou américaine) pour l'un ou l'autre de ces produits diminue pour que toute la région concernée soit accusée à la famine. En outre, seule une minorité de travailleurs peuvent trouver un emploi dans ces industries, parfois hautement automatisées; et la grande majorité de la population, comme on dit familièrement, végète et passe le temps à survivre.

Le marché québécois est inondé de produits étrangers et, chaque mois, la production locale de biens de consommation, même d'aliments, est réduite par la concurrence insoutenable des produits importés des États-Unis, du Japon et d'ailleurs, concurrence qui n'est soumise à aucune restriction. Les prix ne cessent d'augmenter et l'endettement des travailleurs également. Le crédit empoisonne la vie des individus et l'insécurité est générale.

Malgré le nombre sans précédent et la longue durée des conflits ouvriers, les travailleurs du Québec n'ont pas encore réussi à s'organiser politiquement, de façon indépendante, en vue du renversement du pouvoir et de la transformation radicale de la société pour la justice, l'égalité et la fraternité. Mais l'idée et le besoin d'une telle organisation, révolutionnaire et populaire, s'imposent de plus en plus aux ouvriers, aux cultivateurs et à la jeunesse du Québec. Les manifestations violentes du

24 mai et du 1^{er} juillet 1965, les récents conflits du textile, des ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec, de La Grenade Shoe, des employés de la construction, des hôpitaux, des chemins de fer, des postes, des étudiants des écoles de métiers, des enseignants, et finalement des employés de Ayers à Lachute — pour ne citer que ceux-là — montrent, hors de tout doute, que les nègres blancs d'Amérique sont déterminés à briser une fois pour toutes le joug de l'esclavage et à prendre en main le contrôle de leur propre destinée¹².

Après trois siècles de muette et inutile soumission de tout un peuple à vos intérêts d'exploiteurs, la vérité, enfin, jette une lumière crue sur toutes choses, et il ne faudra pas vous attendre à ce que la révolte populaire en gestation se précipite, messieurs les bourgeois et messieurs les évêques, de ce qu'il adviendra de vos privilèges et de vos respectables personnes, lorsqu'elle éclatera, impitoyable et inévitable aboutissement du système d'exploitation et d'asservissement que vous avez vous-mêmes mis en place et développé.

1. Alors que les Anglo-Américains formaient une population de deux cent mille habitants. En 1700, au moment de la conquête anglaise, un million cinq cent mille Anglo-Américains mobilisaient leurs forces contre soixante-dix mille Canadiens français dispersés sur un immense territoire.

2. «... La Nouvelle-France s'efforça d'instaurer une économie plus saine que celle qu'elle avait connue jusque-là et qui n'était fondée que sur le commerce des fourrures. L'agriculture fut encouragée [...] mais elle ne réussit guère et la misère fut souvent très répandue. Le commerce et l'industrie ne réussirent pas mieux. Le commerce des fourrures passa par ses cycles accoutumés de pénurie et d'abondance. L'influence et les gros bénéfices